

Entretien du 8 mai 1980 avec René Pleven
(François Fontaine, Roger Massip, Antoine Marès)

Roger Massip: Nous en étions testés au Comité d'Alger et aux relations entre le général De Gaulle et le général Giraud et vous nous donniez l'impression du premier sur le second. Voyez-vous quelque chose à ajouter sur cette période?

René Pleven: La présence de Monnet à Alger a été certainement utile à tout le monde, au Comité français de Libération nationale et au général De Gaulle car le fait que Monnet ait été dans le Comité avait un effet certain sur l'opinion anglaise et américaine; de plus, sa présence dans le cabinet de Giraud avant l'arrivée du général à Alger lui permettait d'adoucir des relations qui en avaient bien besoin.

R. M. Couve de Murville aussi était du côté de Giraud?

R. P. Il était arrivé à Alger avant que le général n'y vînt. Quand Couve de Murville et Mayer sont sortis de France, ils m'ont envoyé un télégramme de Gibraltar. Malheureusement ce télégramme a mis beaucoup de temps à cheminer; il est certainement passé par "patriotic school" et différents organes - je ne me rappelle pas exactement lesquels - et le général n'était peut-être pas disponible immédiatement, si bien que nous n'avons pu leur répondre avant une dizaine de jours. Ils sont partis entre-temps pour Alger et naturellement quand Giraud a constitué un premier comité, il les a pris; mais ils n'avaient aucune hostilité envers le général De Gaulle -ce qui était important- et ils ont été intégrés dans le Comité qui est né de la fusion.

François Fontaine: L'éviction de Giraud s'est faite progressivement puis assez durement sur la fin.....

R. P. Elle a paru sévère au général Giraud mais, en réalité, il a dû se rendre compte qu'il n'était pas fait pour ce genre de choses. Son voyage aux Etats-Unis n'avait pas été un grand succès, il avait fait des gaffes....

F. F. Mais sur le plan militaire n'avait-il pas obtenu des résultats appréciables?

R. P. C'est possible....

F. F. Il a servi jusqu'au bout...

R. P. J'étais resté en termes très cordiaux et très respectueux à son égard. Vous savez qu'il a été député de Metz, pendant une législature je crois. Je le rencontrais alors....

F. F. Un problème cependant n'a pas été éclairci: était-il à la hauteur de sa tâche? A-t-il été éliminé parcequ'il ne répondait pas à la situation?

- R. P. Il était indispensable que ce fût une personnalité comme le général de Gaulle qui s'imposât plutôt que le général Giraud car le Général était beaucoup plus formé politiquement, ne serait-ce que par ces années passées à Londres et il pouvait obtenir que les Alliés ne cherchassent pas à opposer d'autres Français au CFLN quand on rentrerait en France. Le général Giraud était purement un militaire, le général de Gaulle aussi, mais le général Giraud n'était pas un militaire sorti de la théorie; il avait fait du commandement, il avait énormément de prestance et, sur le plan social, il correspondait parfaitement à la tonalité de l'Etat-major, aux gens que Weygand cherchait à mettre à la tête de l'armée. Alors quand vous faites jouer à un homme un rôle qui n'est pas le sien, il peut apparaître très insuffisant: il ne me serait pas venu à l'idée de lui confier une charge politique. Il est certain, par exemple, que l'intelligence du général Georges était très supérieure à celle du général Giraud. D'ailleurs c'était aussi le cas par rapport au général Gamelin. A mon avis, le général Georges n'a pas eu sa chance: c'était certainement un homme de grande valeur, mais avec une structure de commandement invraisemblable, avec des forces françaises qui constituaient 95% des forces, un commandement interallié qui ne commandait qu'à l'armée française...
- F. F. Le rôle du général Catroux a été très bénéfique?
- R. P. Le général Catroux était un homme de très grande qualité et son exemple fut très important car, lui, général d'armée, s'était mis aux ordres d'un simple général de brigade. Rien qu'à ce titre, il a rendu un immense service à la France Libre. De plus il avait une expérience politique; il savait bien qu'on ne pouvait pas séparer les problèmes militaires des problèmes politiques. Il avait été en Indochine, il avait aussi une très grande importance parce qu'il était "algérien" et, bien que certains colons le vouassent aux gémonies - ils le considéraient comme trop libéral -, il est certain que sa présence à Alger fut très précieuse. Vous savez, cette équipe d'Alger était une équipe de valeur - j'ai scrupule à le dire parce que j'en faisais partie - qui était égale, sinon supérieure, à beaucoup de gouvernements régulièrement constitués. Quand vous voyez ce que devinrent ceux qui y participaient, vous vous apercevez de sa qualité.
- F. F. Et si Jean Monnet s'est retrouvé un jour en dehors du Comité, envoyé aux Etats-Unis, était-ce son désir à lui, sa volonté à lui ou était-ce dû à l'impossibilité de travailler plus longtemps en son sein?
- R. P. Je ne le pense pas du tout. Au contraire, c'était dans la logique de Jean Monnet. Il pensait toujours en termes de futur, pas de l'an 2000 mais des cinq années à venir et, à cette époque là, il pensait au plan; il pensait que ce qu'il faudrait

absolument à la France libérée, ce serait un appoint énorme de matériel, de denrées, de matières premières qui ne pourraient venir que des Etats-Unis et cela a été d'une très grande importance pour la France de trouver déjà toute installée à Paris une mission organisée grâce aux relations que Monnet avait dans le monde politique, économique et financier américain. Finalement tous les ministères français ont communiqué leurs ordres et leurs besoins à Monnet et tout cela était en place. Nous étions très en avance sur tout le monde et cela a été, à mon avis, le résultat d'une décision prise d'un commun accord entre le général De Gaulle et Monnet.

R. M. C'est Jean Monnet qui a eu l'idée du plan...

R. P. Monnet a complètement convaincu De Gaulle de cette nécessité.

F. F. Si vous le permettez, je souhaiterais revenir sur un point qui ne m'a pas paru suffisamment éclairé au cours du précédent entretien: était-il vraiment inconcevable d'avoir une défense en Afrique avec le gouvernement si ces hommes avaient pris des décisions courageuses?

R. P. Vous me demandez de réécrire l'histoire. Ce n'était probablement pas inconcevable mais je ne suis pas sûr que c'était le plus souhaitable car cela donnait à Hitler prétexte à intervenir. Evidemment on peut aussi se dire que Hitler s'attaquant à l'Afrique du Nord, immense théâtre d'opération, aurait essuyé des revers mais il faut penser à ce qu'il y avait comme aviation etc... Cela pouvait changer complètement le tour de la guerre. Mais en bien ou en mal? Je n'en sais rien. Cela pouvait peut-être susciter une insurrection musulmane causée par le racisme de Hitler mais il avait aussi des appuis parmi les Musulmans. Il aurait fallu que tout ce que les Américains nous apportèrent à partir de novembre 1942 fût déjà disponible, or nous nous trouvions devant un vide militaire - pas au point de vue humain mais au point de vue de l'industrie de guerre, de la fabrication de matériel -. A certains égards, une période de pause, de regroupement pour ceux qui avaient quitté la métropole fut bénéfique. C'est avec le recul que des historiens pourront se poser la question et dire peut-être qu'après tout les choses ont été aussi bien comme cela.

Ce n'était pas inconcevable puisque j'ai pensé que le général De Gaulle devait se replier sur l'Afrique noire, mais l'Afrique noire la plus reculée, la plus protégée, à certains égards, par la distance.

A. M. Pensiez-vous au Sénégal ?

R. P. Surtout pas, car Dakar était contrôlé par la Marine et à la tête du Sénégal se trouvait un gouverneur de grande autorité morale, de tempérament autoritaire, qui tenait à sa fédération: c'était un ancien combattant qui avait perdu une jambe en 14-18 et il était très fidèle au Maréchal. Je l'ai révoqué, donc je

ne suis pas suspect; je ne l'ai d'ailleurs jamais rencontré physiquement mais j'ai été amené, pendant le cours moment où j'ai été ministre de la France d'Outre-Mer, - avant je n'avais pas cherché à le poursuivre - à voir dans les archives de la rue Oudinot qu'il avait été conduit comme tant de gens placés dans cette situation à accepter des visites allemandes. Je l'ai alors immédiatement révoqué.

R. M. Nous pourrions peut-être sauter à 1949 ?

R. P. Je vous assure que dans les choses que Jean Monnet a faites pour le pays, l'installation du Haut-Commissariat au Plan et ses méthodes ont été capitales. Monnet a montré là son sens politique lorsqu'il a obtenu la coopération des syndicats aux Commissions du Plan; si bien que cette concertation après laquelle on court aujourd'hui, sur le plan syndical, Monnet l'a instituée et cela a certainement beaucoup contribué à faire comprendre aux organisations syndicales la politique que suivait le gouvernement; les choix qui ont été faits par ces commissions et qui ont été adoptés par le Parlement ont été des choix fondamentalement excellents, excellents parce qu'on sacrifiait très carrément les besoins de consommation aux besoins des industries lourdes: la priorité était de produire plus de charbon, de remettre en état les chemins de fer, de produire davantage d'acier, de ciment. Aujourd'hui, les chiffres adoptés à l'époque paraissent peut-être faibles mais le premier plan reste un modèle du genre.

F. F. Cette notion de plan en période de paix qui a été qualifiée de dirigiste, à la limite de marxiste, d'où vient-elle ?

R. P. Monnet était un démocrate, un radical-socialiste modéré et non doctrinaire, certainement pas partisan d'un programme commun qui réduit le socialisme à l'étatisation ! C'est absurde ! Monnet ne s'est jamais laissé entraîner sur cette voie et les nationalisations que nous avons faites - et j'étais responsable de certaines puisque c'est moi qui ai procédé à la nationalisation des grandes banques et qui ai aidé mes collègues (Marcel Paul)... Les socialistes de l'époque, même avant la guerre, n'avaient jamais creusé ces questions; je me souviens encore de la surprise de Léon Blum, écrivant dans un article du Populaire: "Cela, je reconnais que c'est une vraie nationalisation". Et l'ayant faite, je trouve que j'ai été trop dur; c'est parce qu'à l'époque, dans nos pires anticipations, nous n'avions pas pensé que la dévaluation du franc atteindrait les abîmes qu'elle a atteint.

F. F. L'exemple du New Deal avait profondément frappé Monnet....

- R. P. Vous avez raison: il l'avait vécu et si on devait le situer comme Américain, il aurait pu être un démocrate de l'école Roosevelt, c'est-à-dire un praticien et non un théoricien pour qui le progrès matériel doit bénéficier à toutes les classes sociales et d'abord à ceux qui sont le moins bien pourvus.
- F. F. Ce qu'on ne connaît pas assez, c'est l'influence de Clementel sur Monnet...
- R. P. Il est certain que Clementel était très lié au père de Jean Monnet; il a certainement cru en ce jeune homme et Monnet l'a peut-être écouté.
- A. M. Je crois que la collaboration qui s'est établie entre eux au moment de la Première Guerre mondiale quand Jean Monnet représentait à Londres la France dans les organismes interalliés a été quelque chose d'important dans les choix ultérieurs de Jean Monnet; en plus de cela il y a eu l'influence d'Arthur Salter.
- A propos de la période que vous venez d'évoquer, je souhaiterais savoir si vous avez eu l'occasion de recueillir l'avis de Jean Monnet sur la dévaluation que vous avez menée ?
- R. P. Cela m'étonnerait que je n'en aie pas parlé avec lui mais je ne me rappelle pas de chose spécifique; il ne pensait pas qu'on pouvait s'accrocher au niveau du taux de change adopté qui était purement artificiel; notre économie ne le supportait pas.
- R. M. A quel moment avez-vous été mis au courant de la réflexion qui a précédé le plan Schuman ?
- R. P. Dès le début. Mes relations avec Monnet étaient très étroites et elles étaient encore facilitées par la proximité de son bureau (qui était rue Martignac) du mien (rue Saint-Dominique). Vous savez comment on travaillait, comment on gardait le contact avec Monnet; il ne fallait surtout pas prendre de rendez-vous avec lui, il fallait déjeuner ou dîner avec lui. Monnet connaissait alors fort bien mes idées européennes et quand je réfléchis à l'origine des idées européennes, je me rends compte qu'il s'agissait de réflexions collectives. Vous pourriez demander à Madame René Mayer de vous montrer un chapitre que j'avais écrit pour elle pour décrire la foi européenne de son mari: il a été certainement un des Européens les plus convaincus que j'aie rencontrés. Ce texte n'a pas été publié car Mme Mayer avait demandé à 10-15 personnes de lui faire un chapitre et un professeur à la Sorbonne devait les réunir, leur donner une unité; ce professeur ayant été débordé de travail, il n'a pu réaliser l'unité de ces textes (dont des textes étrangers) Mme Mayer vous laisserait sûrement consulter ce texte dont je n'ai pas gardé la copie. Vous y verrez qu'il y avait déjà des conversations à Londres avec Jean Monnet au cours desquelles on parlait de l'Europe. Quand je pense à la ligne de partage qui sépare ceux qu'on appelle grossièrement les

- Européens et les anti-Européens, je me dis qu'à l'origine beaucoup d'Européens sont des gens qui, à Londres notamment, pensaient que cette guerre n'aurait aucun sens si on n'arrivait pas à bâtir sur les ruines qu'elle avait accumulés l'Europe. C'était une conviction très profonde et, d'ailleurs, quand vous recherchez la pensée du général De Gaulle, vous voyez qu'à cette époque elle était beaucoup plus européenne qu'elle ne l'est devenue. Je me souviens d'une anecdote: j'étais dans l'opposition mais j'étais président de groupe parlementaire et j'étais ancien président du Conseil; le général De Gaulle invitait toujours les anciens présidents du Conseil et les présidents de groupe parlementaire lorsqu'il donnait une réception, il était tout à fait dans la tradition démocratique. Un jour de réception donc, je me trouvais aux côtés de Robert Schuman - nous étions tous deux opposants, certes pas durs, mais contre - et le général De Gaulle est venu très gentille-ment vers nous en disant: "Ah, je vous salue, MM. les Européens, car voyez-vous, je reconnais que c'est vous - et il nous désigna tous les deux - qui avez fait passer la rampe à l'idée européenne". Je lui répondis que ce qu'il nous disait nous faisait grand plaisir. Puis, se tournant vers moi, il ajouta: "Mais vous Pleven, vous savez que je suis Européen. Rappelez-vous mes discours à Londres". Je lui ai répondu avec un sourire: "Oui mon Général, mais j'aimerais bien que ça continue!" Je suis persuadé que la pensée du Général, comme la nôtre, avait évolué.
- F. F. En 1950 il allait très loin dans son dialogue avec Adenauer, il voulait faire une fusion immédiate et cependant il n'a pas apprécié l'approche du plan Schuman.
- R. P. A mon avis, il ne l'aimait pas parce qu'il ne l'avait pas inventé. Je suis persuadé que l'armée européenne, c'était la même chose.
- R. M. Je me souviens du mépris avec lequel il parlait du pool charbon-acier comme du "méli-mélo".
- R. P. Il s'y mêlait une certaine agressivité contre Monnet qu'il considérait comme n'étant pas assez "national". C'est là que se sont produits les grands clivages entre lui et un certain nombre d'hommes qui par ailleurs le respectaient et l'estimaient.
- F. F. De Gaulle avait la notion de l'unité européenne mais il ne pouvait la transcrire dans les faits, il n'avait pas le procédé....
- R. P. Pour moi, un jour il a fait un choix et je n'ai pas vu qu'il l'ait écrit dans ses Mémoires: si le Général avait voulu être le président des Etats-Unis d'Europe, il l'aurait été; mais il a préféré être le président de la République française. C'était son choix, sa conviction, ce qui répondait à sa nature. Adenauer lui apportait cette possibilité sur un plateau et il aurait pu être le Washington européen.

- F. F. Y avait-il une autre manière d'aborder le problème européen que celle du secret qui a heurté beaucoup de gens ?
- R. P. C'est possible.
- F. F. Vous étiez seul dans la confiance avec René Mayer. Bidault avait négligé la note qui lui avait été remise.....
- R. P. Ce n'était certainement pas du dédain! Quand je vois qu'on reproche à Poniatowski de ne pas avoir lu un papier! Quand on a une longue expérience ministérielle, on sait que ce genre de chose peut arriver. De plus, aujourd'hui, les ministres ont une vie très confortable sur le plan parlementaire, les armes dont ils disposent à l'égard du Parlement sont tellement fortes que, sauf circonstances tout à fait exceptionnelles, ils peuvent l'affronter sans péril; or à l'époque vous n'avez pas idée de ce qu'était la vie d'un président du Conseil. Ce n'était pas l'arme au pied, c'était l'engagement perpétuel. Quel était l'emploi du temps de Georges Bidault avec toutes ces conférences internationales? Il a suffi que son chef de cabinet n'ait pas vu tout de suite l'importance de la chose....
- A. M. Vous pensez donc que le secret a été la condition de la réussite?
- R. P. Je le pense dans les circonstances d'alors. Sur une affaire grave, de grande dimension, on ne détermine pas ses positions sur une susceptibilité; on crie, on proteste mais on ne décide pas en fonction de cela.
- F. F. Vous n'avez pas hésité une minute?
- R. P. Voyez-vous, nous avons trop souvent parlé de ces choses pour en être étonnés. Nous en avons parlé parce que Monnet, aussi bien que Mayer et moi-même, avait la conviction que la pénétration entre l'industrie lourde allemande de l'acier - les gros intérêts nationaux que représentent pour l'Allemagne le charbon et l'acier - et leur conjonction avec les milieux qui fournissaient l'Etat-major allemand contribuaient essentiellement aux dangers de guerre, aux plans belliqueux. Dans l'idée d'armée européenne, nous voulions éviter la reconstitution de l'Etat-major et nous étions appuyés par le chancelier Adenauer sur cette question. Il fallait donc aussi placer l'industrie allemande sous contrôle européen et ce sont les Allemands qui auraient dû réagir contre; or ils ont approuvé cette solution parce qu'ils savaient que nous avions raison, que le poids de Krupp, de Mannesman, de tous ces puissants - on ne parlait pas du poids de Siemens, c'est-à-dire de l'industrie mécanique et électrique, mais du poids des autres - était considérable comme chez nous les De Wendel etc.
- F. F. Vous avez senti tout de suite les difficultés politiques, les résistances? Vous n'avez pas conseillé de temporiser?
- R. P. Pas du tout. Etant président du Conseil ensuite, c'est moi qui ai fait passer le plan Schuman à l'Assemblée avec René Mayer. Comme vous le savez, Robert

Schuman n'avait pas de talent oratoire: il avait lu son papier au début du débat puis il avait été obligé de partir pour Strasbourg pour je ne sais quelle réunion; le débat a continué sans lui. Je verrai toute ma vie le secrétaire de la Chambre syndicale des Forges; Ricard, - ils étaient là trois ou quatre en train de surveiller les députés -, Pierre André qui les regardait -il était leur porte-parole -, la fougue qu'il y mettait et les communistes qui étaient contre; nous avons affronté la majorité des socialistes, des MRP, des UDSR, partiellement les Indépendants, une partie des Radicaux. On était tout à fait en danger.

- R. M. Au conseil des Ministres du 9 mai, comment cela s'est-il passé? Bidault n'a-t-il pas fait certaines réserves?
- R. P. Il a fait quelques réflexions qui n'étaient pas très agréables, à sa manière un peu pincée. Il a manifesté un peu d'humeur du fait qu'il n'était pas pleinement informé.
- R. M. L'histoire telle que nous la connaissons, c'est que vous-même et René Mayer avez balayé les objections grâce à des interventions déterminantes.
- R. P. C'est vrai.
- F. F. Le rôle de Vincent Auriol n'a jamais été clair.....
- R. M. On m'a raconté qu'il avait félicité René Mayer en sortant du Conseil des Ministres en lui disant: "Vous avez été comme un torrent", façon de dire qu'il avait bousculé les réticents.
- R. P. Si vous lisez les Mémoires et le Journal de M. Vincent Auriol, je ne pense pas qu'on puisse dire qu'il ait été européen dans les tripes mais je ne me rappelle pas de croc-en-jambe de sa part; il n'aurait pas inventé cette idée, c'était tout de même un homme d'une autre génération que la nôtre. L'Europe, c'était vraiment l'idée de la génération qui est venue au pouvoir au lendemain de la seconde guerre mondiale. Je me rappelle un conseil des Ministres dramatique où nous avons décidé de nous prononcer pour le principe de l'armée européenne: Guy Mollet avait des larmes dans les yeux tant était grande son émotion car à accepter sous une forme ou une autre un réarmement quelconque de l'Allemagne était horriblement difficile; mais il l'a accepté par patriotisme et je n'ai pas l'impression que M. Vincent Auriol ait intrigué contre. Il partageait les sentiments de tout le monde: personne n'avait envie d'armer les Allemands mais il y avait l'expansionnisme soviétique à son paroxysme qui ne permettait pas d'exempter l'Allemagne d'un effort de défense. Et cela, le Général le savait bien: lui qui a tellement attaqué l'armée européenne, il n'a jamais reproché à personne d'avoir voulu que les Allemands contribuent à la défense européenne.

F. F. L'armée européenne est une manière de limiter les risques de cette nécessité?

R. P. Si vous me demandez mon opinion sur l'armée européenne, je vous dirai que ce sont les circonstances qui nous ont obligé à présenter l'armée européenne si tôt: cela n'était pas encore mûr. Devant les pressions qu'exerçaient les Soviets sur Berlin et les régimes d'Europe centrale, on sentait physiquement le danger et il n'était pas possible que nous dispensions l'Allemagne d'un effort de défense sur le plan financier et sur le plan économique. Nous avons une Allemagne dont le potentiel industriel se reconstituait avec une énergie admirable et on lui aurait dit qu'elle n'avait pas d'effort de défense à faire! Ce n'était pas possible. Il s'agissait de ^{la} faire participer en l'encadrant.

F. F. Il ne pouvait pas y avoir d'armée nationale allemande. Il y avait une contradiction entre cela et le fait qu'on ne voulait pas l'intégrer; on reprochait aux Américains de vouloir refaire une armée allemande mais ils avaient aussi la guerre de Corée, ils essayaient de dégager leur front européen....

R. P. Le processus normal aurait été de faire le Marché commun après la CECA. Si on a pu le reprendre après, c'est qu'on y avait pensé déjà au moment de la formation de la CECA; on se disait qu'un jour on ferait d'autres communautés. Là-dessus est arrivée une menace de guerre, il a fallu proposer quelque chose et l'idée de l'armée européenne nous a paru aller dans le sens de l'histoire; actuellement d'ailleurs on court après l'armée européenne. Quand vous pensez qu'on en est encore à avoir des fusils, des munitions différentes! Lorsqu'on sait ce qu'est le problème de la logistique moderne, c'est de la folie! Notre double erreur - j'y ai contribué et j'en prends le blâme - a été de croire qu'il valait mieux laisser nos associés à l'armée européenne ratifier avant la France; ce raisonnement n'était apparemment pas dépourvu de sens: nous disions que nous avions ratifié en premier la CECA et qu'il était naturel que nous nous assurions que les autres, l'Allemagne en particulier, étaient bien d'accord. Seulement cela a pris du temps. Notre deuxième erreur a été de chercher à répondre aux objections de ceux qui s'élevaient contre l'armée européenne alors qu'ils ne cherchaient qu'à la faire échouer. Nous avons alors alourdi le texte alors qu'il aurait mieux valu présenter un texte genre loi-cadre - à l'époque on n'avait pas encore mis cette formule au point -, le faire voter et voir ensuite comment on le remplirait.

F. F. Etait-ce possible sur le plan parlementaire?

R. P. Je ne le sais pas de manière certaine...

F. F. L'opposition avait été débordée dans un premier temps...

R. P. Il aurait fallu se précipiter. Nous avons commis une erreur en croyant à la bonne foi de nos adversaires.

- R. M. On a utilisé alors Herriot....
- R. P. C'est un des pires souvenirs que j'aie. Je me trouvais derrière lui quand il a fait son discours. J'ai senti alors le conflit de générations.
- F. F. Jules Moch a-t-il joué un rôle important?
- R. P. Il a joué effectivement un rôle très important et très mauvais parce qu'il a varié. Il a toujours dit qu'il voulait l'intégration au niveau du bataillon et vraiment je crois que ce n'était pas sain. Je crois qu'il valait mieux une intégration au niveau du groupe de combat ou du groupement qui est la formule moderne de petites divisions qui ont les moyens de combattre toutes seules. Cela formait des unités nationalement homogènes dont la stratégie était déterminée par l'état-major intégré.
- F. F. Et puis il ne voulait pas être celui qui aurait porté cette responsabilité...
- R. P. Nous n'étions pas loin non plus de la fin de la guerre, des camps de déportation; il y avait des éléments affectifs qui jouaient. Cela a été la grande supériorité de René Mayer qui avait toutes les raisons d'avoir les mêmes réactions mais qui a réagi de manière totalement différente.
- R. M. Le Général m'a tenu un propos qu'il est intéressant de rappeler. Quand il m'a reçu en 1963 - j'avais écrit un petit livre sur sa politique européenne qu'il n'avait pas apprécié du tout - il m'a dit cette chose ahurissante: "Depuis que l'Union soviétique est moins agressive et a l'air de vouloir jouer le jeu de la détente, l'Europe est plus difficile à faire parce que la menace est un élément fédérateur mais il reste, Dieu merci!, la renaissance des ambitions nationales en France et en Allemagne". Je me demande s'il n'aurait pas préféré, à tout prendre, une formule d'armée européenne non intégrée mais dans laquelle il y aurait eu l'Allemagne, la France...et les autres, selon une conception churchillienne de la coopération.
- F. F. Mais le réarmement de l'Allemagne, à ce moment-là, il ne fallait même pas en parler! L'Allemagne s'est trouvée réarmée un jour mais personne ne l'a décidé....
- R. P. Si, lorsqu'on a voté à la suite de la Conférence de Londres.... Le projet d'armée européenne a permis de faire voter, dans un second temps, le réarmement de l'Allemagne par ceux qui s'y déclaraient le plus hostile. Je me souviens d'être intervenu dans ce débat et d'avoir dit: "Vous comprendrez que nous nous abstenions car c'est vous qui avez rejeté l'armée européenne et c'est à vous de voter maintenant le réarmement allemand; mais comme nous pensons à l'intérêt national, nous nous abstiendrons". Quand je suis descendu de la tribune - c'était Mendès-France qui était président du Conseil -, il m'a serré la main en me remerciant parce qu'il redoutait peut-être une attaque plus virulente qui aurait réveillé les passions. Mais à la suite de ce vote dont j'étais très fier car je trouvais qu'il

était marqué par une logique intellectuelle impeccable, j'ai reçu une lettre d'électeur dont je me rappelle toujours et que j'ai souvent citée à mes jeunes collègues qui avaient tendance à s'abstenir. Cette lettre disait: "Je ne comprends pas que vous vous soyez abstenu. Nous, on vote pour ou on vote contre, mais nous ne votons pas pour des coqs châtrés". A la suite de cette lettre, je crois que je ne me suis plus jamais abstenu. Je me suis rendu compte que les électeurs n'aimaient pas l'abstention...du moins dans mon département.

R. M. Je voulais vous demander si au moment de la déclaration du 9 mai les Etats-Unis ont été tenus dans l'ignorance jusqu'à la veille du 9 lorsque Schuman a rencontré Dean Acheson?

R. P. Oui, on a évité toute indiscretion.

F. F. Avez-vous le souvenir de contacts antérieurs avec Adenauer? Croyez-vous qu'il a appris cette proposition par surprise comme il l'a lui-même écrit alors que d'autres disent qu'il a été mis au courant dès le samedi par des émissaires secrets?

R. P. Les liens personnels de Robert Schuman et d'Adenauer étaient très étroits et il aurait été normal que le ministre des Affaires étrangères ait voulu préparer Adenauer à cette nouvelle.

F. F. Mais leurs relations étaient tendues depuis le début de l'année à propos de la Sarre. Ils ne se parlaient plus.

R. P. C'est possible mais je ne suis pas au courant.

F. F. J'ai retrouvé ^{sur} les carnets de Jean Monnet qu'il vous avait téléphoné au cours de ces journées à la Préfecture d'Orléans....

R. P. C'était à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc.

F. F. Vous l'avez conseillé sur la tactique à suivre, vous avez fait avancer le Conseil des Ministres avec René Mayer, Jean Monnet n'était pas au courant de ces pratiques politiques; la tendance était plutôt de renvoyer les Conseils.....

A. M. Avez-vous fait apporter des modifications au texte de la déclaration du 9 mai?

R. P. Je me souviens avoir fait quelques propositions de légères corrections mais je suis incapable de vous dire lesquelles; elles étaient surtout d'ordre rédactionnel.

A. M. Par contre, je suppose qu'en ce qui concerne la déclaration d'octobre....

R. P. Je me vois encore avec Monnet et deux ou trois autres limant cette déclaration pendant des heures, dans une atmosphère enfiévrée, avec Hervé Alphand...avec Guy Mollet aussi probablement - c'était une des rares fois où nous avons eu un ministre de l'Europe, ce qui était une tentative pour regrouper les affaires européennes.

- F. F. Que pensez vous de l'action ou de l'absence d'action de Jean Monnet pendant toute cette période? Il s'est beaucoup reproché de ne pas avoir suivi cette affaire de plus près (Il était alors à Luxembourg).
- R. P. En plus, comme c'était une affaire qui prenait une tournure à la fois passionnelle et politique, il n'était pas forcément le mieux placé. Mais s'il avait été là, il aurait peut-être aidé à faire que le parti socialiste ne se divise pas sur cette question. Il ne faut pas oublier que ce qui a fait échouer l'armée européenne, cela a été la cassure en deux du parti socialiste et la défection d'un certain nombre de MRP.
- F. F. Mais Monnet n'aimait pas les problèmes militaires, il ne les sentait pas profondément.
- R. P. Il ne les connaissait pas.
- A. M. Emmanuel Monick a fait remarquer que Jean Monnet s'était engagé là, pour la seule fois de sa vie, sur une voie qu'il connaissait mal. C'est peut-être un élément d'explication de son retrait.
- F. F. Oui, il considérait que c'était une nécessité pour éviter le réarmement allemand et la renaissance d'une puissance allemande qui aurait sapé le plan Schuman.
- R. P. Il voyait tout de même plus loin que cela: il sentait très profondément l'affaire de l'Etat-major allemand. Supposez que Strauss arrive au pouvoir, cela m'étonnerait que cet Etat-major ne devienne pas assez rapidement un élément important de la politique allemande. Quand on lit les déclarations qu'il fait sur le sens de la détente etc., on s'aperçoit qu'il a une conception politique...et d'ailleurs entre lui et Schmidt, il n'y a pas toujours que des divergences. A mon avis, la terrible perte causée par cet échec, c'est que nous avons à ce moment-là une jeune Allemagne emballée par l'idée européenne et une jeunesse qui était là pour la soutenir; nous l'avons laissée partir vers autre chose, pour certains vers "la bande à Baader". Mais quand on pense à ce que cela signifiait que la bannière européenne soit hissée sur la Chancellerie au soir de la campagne électorale qui avait vu le triomphe d'Adenauer!
- F. F. Si vous aviez à déterminer les responsabilités majeures de l'échec de la CED, quels éléments mettriez-vous en avant? Le défaut d'initiative pendant deux ans?
- R. P. Non, pas cela. La conjonction - que je ne sais comment qualifier - des Gaullistes et des Communistes. Je n'ai pas oublié leurs réunions et leurs actions communes sur ce sujet. Les Communistes étaient déchaînés - ils le sont à chaque fois qu'il y a une initiative européenne et on comprend pourquoi - .Ceux qui invoquaient le nom du Général -je n'aime pas les appeler Gaullistes - ont marché avec eux.

R. M. Ces collusions là ont considérablement à affaiblir la IVème République...

R. P. Il y a donc eu cette obstruction capitale. Pour le reste, ce sont des éléments qui ont tous contribué à l'échec: comme les incertitudes de notre Etat-major. Certains étaient très fermement partisans d'une armée européenne, les autres étaient hésitants et le prototype en était le maréchal Juin qui pourtant était pour, à l'origine, mais bien qu'il n'ait jamais été tout à fait contre, il était travaillé par toutes sortes de gens qui lui disaient qu'il "trahissait". C'était une idée peut-être trop grande au moment où elle est sortie mais, ceci dit, je ne regrette absolument pas de l'avoir proposée, d'avoir participé à sa conception et de l'avoir défendue car je suis persuadé qu'on y arrivera un jour.

F. F. Croyez-vous qu'on aurait pu, au tout dernier moment encore, faire quelque chose?

R. P. Mendès-France a une très grande responsabilité. Il m'a dit à moi qu'il avait honte. Quand vous pensez que sur une affaire de cette importance le gouvernement n'a pas pris parti! Dans la vie de Mendès, c'est une chose dont il n'est pas fier. On peut être battu sur l'armée européenne, on sort du débat la tête haute.

F. F. C'était déjà très compromis au moment du vote...

R. P. Je pense que vous faites allusion aux tentatives de sauvetage qui ont été faites à Bruxelles dans un article de Schuman pour le Figaro: personne ne le lui a dicté. Il l'a fait lui-même. D'ailleurs à la fin de sa vie Robert Schuman a toujours voté contre les gouvernements du général De Gaulle: il ne pardonnait pas. Dans ma vie parlementaire, c'est le pire souvenir car j'ai eu la sensation d'une occasion historique que la France manquait.

A. M. Il y a peut-être un élément conjoncturel qui a joué: en 1954 la situation internationale n'était plus celle de 1950-1951.

F. F. Et puis on espérait bien détruire l'Europe à la racine....Avez-vous une très haute idée de Robert Schuman?

R. P. J'aimais Robert Schuman parce qu'il avait des convictions profondes: l'Europe, la démocratie-chrétienne. Je ne partageais pas son sentiment mais il y croyait.

R. M. A son propos, je voudrais vous rapporter un mot; cela se passait probablement en été 1949; Jean Monnet rencontrait Schuman à l'occasion d'un déjeuner et lui avait fait enlever sa veste. A la fin du repas il lui dit en le regardant longuement: "M. Schuman vous avez l'air honnête et c'est très important". En revanche Bidault le détestait; en 1954, un mois avant l'arrivée de Mendès, la presse diplomatique dont j'étais le président l'avait invité. J'étais assis à côté de

lui et la conversation est venue sur Schuman au sujet duquel il m'a dit: "Vous vous apercevrez un jour que ce n'est pas un homme estimable". Cela m'avait beaucoup étonné.

- R. P. Contrairement à ce qu'on croit parfois, Robert Schuman n'était pas un naïf, c'était un air qu'il se donnait, il était fin comme l'ambre, il était rusé.
- R. M. Il était d'une grande simplicité de manières. J'ai voyagé avec lui en avion entre Paris et New-York: il était extraordinaire avec sa casquette, son impassivité. J'allais parfois le voir rue de Verdun et il m'avait montré ses collections d'autographes dont il était très fier.
- R. P. Mais il a été très gêné par le fait qu'il maîtrisait avec difficulté la langue. Le malheureux! J'ai souffert pour lui de certains débats au Parlement où il était victime des attaques affreuses des communistes.
- R. M. De Gaulle aussi avait eu des mots très durs à son égard.
- R. P. C'était profondément injuste.
- F. F. Vous avez des souvenirs du Comité d'Action ?
- R. P. Oui, mais malheureusement je n'ai pas suivi assez ses travaux car j'ai été souvent ministre et les réunions se tenaient à l'extérieur de Paris. Or je devais déjà aller à l'Assemblée européenne, j'avais mon département sur les bras, la région dans une large mesure avec la Coder; je n'ai pu être un membre assidu.
- F. F. Vous n'avez pas de modification, de rectification à faire sur les Mémoires?
- R. P. Je n'ai pas lu les Mémoires de Jean Monnet avec cet esprit mais si vous vouliez que je les regarde avec un autre point de vue, je le ferais. Je me rappelle avoir vu deux ou trois petites choses qui ne correspondaient pas tout à fait avec ce dont je me souvenais, mais je ne sais plus actuellement lesquelles. Rien de fondamental. Vous avez rendu là un grand service à Monnet.